

# Deux problèmes marquant notre temps

Autor(en): **Schneider, Fernand-Thiébaud**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **134 (1989)**

Heft 6

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344934>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## **Deux problèmes marquant notre temps**

**par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider**

Bien des modifications sont intervenues en Europe et dans le cadre de l'Alliance atlantique, ainsi que dans le monde de l'Est, depuis la dernière Guerre mondiale. L'un des problèmes posés, celui de la profonde amitié franco-allemande, a été un grand succès historique. L'autre, celui d'une heureuse évolution Est-Ouest, représente le grand fait international de l'heure, favorisé si largement par Gorbatchev.

### **L'amitié franco-allemande**

Les fraternelles relations franco-allemandes ont été le magnifique héritage de l'historique équipe De Gaulle-Adenauer. C'était là une création qui s'affirme quotidiennement de façon constante entre les chefs et les dirigeants des deux pays, mais aussi de plus en plus entre les deux populations. La France, en quelque sorte, agit en parfaite liaison avec la RFA. Ces relations amicales ont d'ailleurs débuté peu après la Deuxième Guerre mondiale, à Berlin, où la France était l'une des trois puissances occidentales compétentes dans ce secteur. D'où, par la force des choses, bien des échanges de vues franco-allemands. Et, comme suite logique en quelque sorte, des relations personnelles entre le général De Gaulle et le chancelier Adenauer. Elles ont finalement abouti à la fameuse déclaration commune qui

a cimenté cette profonde amitié franco-allemande, inconcevable avant cette illustre rencontre des deux chefs. La France de De Gaulle était ainsi devenue l'amie de l'Allemagne d'Adenauer et de ses successeurs. Action maintenue, quels que soient les partis au pouvoir de part et d'autre.

A vrai dire, il n'existe pas, sur le plan international, de front unique et exclusif de la part des deux pays, chacun conservant sa liberté totale pour la défense et la poursuite de ses intérêts en quelque sorte particuliers. Mais, du fait des constants échanges de vues franco-allemands, chaque partenaire est bien au courant des aspirations particulières essentielles de l'autre. Car sur le plan international les objectifs communs sont bien aussi déterminés. Ils concernent certaines questions faisant l'objet d'une remarquable entente. En somme il y a là tout un ensemble de problèmes devenus en quelque sorte communs. Mais les deux pays ont eu le courage de ne pas imposer un vrai front franco-allemand de façon autoritaire. D'où une véritable souplesse dans leur action. Leur accord portait essentiellement sur un certain nombre, somme toute limité, de problèmes devenus en quelque sorte communs et pour lesquels l'action conjuguée intervenait avec force. Mais en d'autres matières elle ne se manifestait absolument pas au niveau

international. A vrai dire, sur la majorité des problèmes en dehors de ces ententes, bien des sujets se trouvaient évoqués par la suite des contacts franco-allemands pratiquement sensiblement permanents. Et dans ces rencontres, chacun était forcément tenu au courant des aspirations de son partenaire.

Telle était, depuis de longues années, la philosophie des relations entre la RFA et la France. Elle explique leurs attitudes parfois parfaitement identiques, notamment au niveau des relations Est-Ouest, où leurs intérêts coïncidaient. Par contre, ceux-ci n'étaient pas identiques sur le plan des relations entre RDA et RFA, c'est-à-dire sur celui des problèmes se posant entre les deux parties de l'ancien Reich. Et pourtant un rapprochement est intervenu ici et le comportement franco-allemand a permis à l'Allemagne fédérale d'améliorer constamment ses relations avec «l'autre Allemagne».

Par contre, l'amitié scellée par de Gaulle et Adenauer a finalement l'avantage d'ancrer encore davantage la RFA dans l'Alliance atlantique, tout en favorisant une amitié allemande constamment accrue entre les deux Allemagnes. Et incontestablement l'actuel chef de la RDA a bien finalement admis, lui aussi, cette communauté historique, alors que, dans les relations antérieures avec la RFA, il avait souligné toujours des positions diamétralement opposées entre les deux pays.

La France, pour sa part, a bien su éviter une intégration exclusive de l'Allemagne de l'Ouest dans le front de l'Alliance. En outre a été éliminée une certaine menace, redoutée quelque temps : celle d'une «germanisation» de l'Alliance aux dépens de la France. Mais quelle autre politique pouvaient envisager les Français fin 1988 ? Une attitude logique n'allait-elle pas envisager une plus forte coopération franco-allemande, afin de concrétiser une plus nette intégration de la RFA dans la défense commune de l'Ouest ? Certains pouvaient trouver une solution logique dans une plus forte intégration de l'Allemagne fédérale dans la défense commune. Cette solution aurait du moins l'avantage d'éviter un trop grand rassemblement de tous les Allemands, uniquement en vue d'une Allemagne totale, avec le risque d'une trop forte pression en ce sens de la part de l'Est.

La France officielle ne semblait pas craindre une telle évolution. Mais, en acceptant elle-même la large «ouverture» offerte par Gorbatchev, elle pouvait par son action à l'Ouest comme à l'Est agir en vue d'une amélioration des relations entre les deux camps. D'ailleurs, des visites intervenues de part et d'autre, notamment celle de Gorbatchev à l'Ouest, semblent travailler en ce sens. En particulier, l'entourage du président français donne bien l'impression d'adopter le même comportement, afin de sortir le pays de l'isolement. Le ministre français des Affaires

étrangères Dumas et son homologue soviétique Chevarnadze, ont bien semblé annoncer une amélioration des relations franco-soviétiques. Par ailleurs le brillant exposé récent de Gorbatchev à l'ONU a produit un effet mondial et il a accueilli bien des approbations, notamment celle, immédiate et totale, du président Reagan.

C'est là l'un des aspects de la politique du chef soviétique. Car Gorbatchev prévoit aussi des interdictions d'armes pouvant menacer l'URSS. Il est favorable à celle de l'option «triple zéro», c'est-à-dire à l'élimination des fusées de portée moyenne et des missiles à court rayon d'action. Et l'URSS serait disposée à de grands sacrifices à cet effet. Car son vœu est tout simplement en faveur d'un retour à une défense strictement conventionnelle, au grand bénéfice de l'Est, c'est-à-dire de ses forces conventionnelles. En fait, c'est bien l'arme nucléaire de l'Ouest qui a empêché peut-être un conflit Est-Ouest. Quant à la suppression de 500 000 hommes du Pacte de Varsovie, elle ne représente qu'une habile mesure finalement profitable à une économie soviétique qui, sous Gorbatchev, n'a encore nullement amélioré le train de vie des populations de l'URSS.

Par ailleurs, le chef soviétique, qui a la tâche d'améliorer le potentiel industriel de son pays, poursuit toujours son incessant espionnage économique, que même les nombreuses expulsions, par l'Ouest, de fonctionnaires et no-

tamment de diplomates de l'URSS, n'ont guère réduit. Car il s'agit-là du grand effort soviétique pour acquérir les méthodes nécessaires pour les fabrications modernes mises en œuvre à l'Ouest. D'où les activités supérieures du KGB, le service de l'espionnage de l'URSS. Car depuis les années soixante, les industries de l'Est envisagent une «guerre des étoiles», pour laquelle les renseignements indispensables lui font encore défaut. En somme, une immense guerre secrète est bien engagée entre Est et Ouest, et l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev n'a nullement arrêté cet effort.

A vrai dire, l'URSS connaît aussi des difficultés sur le plan intérieur. La politique annoncée par Gorbatchev est loin d'être concrétisée. Le problème concernant l'Arménie et le Nagorna Karabakh n'est nullement résolu et le cas général des régions de populations non russes a bien donné lieu notamment à des manifestations des pays baltes. Toutefois, Gorbatchev, au moment où nous évoquons ce problème, n'a pas procédé à des sanctions générales contre les populations concernées. Il a surtout frappé des fonctionnaires locaux. Mais le comportement des pays du Pacte de Varsovie ne va-t-il pas concrétiser peu à peu une réelle opposition, ou du moins une moindre soumission, des populations non russes?

En Union soviétique, Gorbatchev n'a pas réussi à faire adopter sa thèse d'un nouveau régime de la propriété agricole au profit des exploitants.

L'agence Tass a bien signalé, après des discussions relatives à une inefficacité attribuée parfois au régime des terres, qu'il serait faux de l'imputer uniquement à ce dernier. En somme, officiellement, on condamne toute tentative de privatiser l'agriculture soviétique. A vrai dire, nous sommes mal renseignés sur les vœux de Gorbatchev et sur ses possibilités, même en Union soviétique. Nous tenterons néanmoins de signaler quelques impressions résultant de nos informations sur le comportement actuel des chefs soviétiques et aussi sur celui d'une certaine opposition. Car bien des opinions s'affirment actuellement en URSS. Mais quelle est la position exacte de l'actuel chef de l'Union soviétique?

### **L'action de Gorbatchev**

Les excellentes relations franco-allemandes n'ont cessé de s'améliorer et elles ont favorisé finalement aussi un rapprochement sincère entre les deux Allemagnes. Car la RFA s'était longtemps heurtée à un refus catégorique de la RDA, alors trop engagée dans une politique dépendant exclusivement de celle de l'URSS. Mais la nouvelle doctrine soviétique d'une large ouverture, annoncée par Gorbatchev, prévoit désormais un rapprochement entre Est et Ouest, notamment entre RDA et RFA. En somme, une coopération générale sur le plan international, voire mondial, s'annonce du moins à longue échéance. Et d'après Gorbatchev, il s'agirait là

d'évolutions comparables à celle de la France de 1789 et à celle de la Russie de 1917, auxquelles il fait souvent allusion. Or l'URSS d'aujourd'hui est un pays comportant d'immenses populations de toutes origines et races. Et les non-Russes auront bien du mal à modifier, rapidement et profondément, leur comportement pour appliquer les doctrines et méthodes de Gorbatchev. En fait, l'exceptionnel exposé du chef soviétique à l'ONU a suscité, en Amérique comme en Europe, l'immense espoir d'un monde nouveau meilleur. Mais quelle sera finalement cette immense réforme qui doit, selon le chef soviétique, transformer l'univers, donc l'Union soviétique, aux populations notamment non russes si diverses, intégrées de force dans l'Empire russe, puis soviétique. Et pourtant, contrairement à la généreuse thèse si libérale soutenue par Gorbatchev devant l'ONU, les populations soviétiques non russes posent à leur chef un terrible problème, fort loin de l'«ouverture», si généreuse et conciliante sur le plan social et mondial, annoncée devant l'ONU.

A vrai dire, Gorbatchev a présenté une image de ce monde à créer pour le bien de tous. Certes, il n'a nullement évoqué à l'ONU ou en d'autres lieux les graves problèmes intérieurs de l'actuelle Union soviétique. Et pourtant, il y a là une situation que le chef soviétique devra bien surmonter, afin de créer un monde harmonieux dans cette Russie qui, au cours des siècles, a



connu des orientations si diverses, avec des populations en grande partie non russes et très diverses. D'où actuellement des difficultés pour l'orientation de toutes ces communautés intégrées, généralement sans leur accord, dans l'Empire des tsars ou dans l'URSS. D'où notamment les récents événements de Géorgie, alors que d'autres populations n'ont pas donné lieu à des répressions sanglantes, mais restent hostiles aux attitudes officielles, pour des raisons diverses, résultant des aspirations politiques ou religieuses des populations. En outre, le régime actuel est bien à modifier, selon Gorbatchev lui-même et bien des Soviétiques. Il y a peu de temps encore, on s'interrogeait, dans nos pays, sur les appuis et les oppositions dont bénéficie ou souffre l'actuel chef de l'URSS, si différent de ses prédécesseurs. Or les renseignements qui nous parviennent de l'Union soviétique sur le déroulement des récentes élections nous permettent de constater que Gorbatchev a bénéficié d'un nombre de voix inférieur à celui qu'il espérait. En outre, certains candidats dont il attendait l'échec ont réussi. Ainsi Eltsine, l'enfant terrible de la perestroïka, a recueilli 89% des voix de la part des électeurs. C'était là une leçon pour le parti au pouvoir. Et Eltsine lui-même a exprimé le vœu «que les nouveaux élus ne soient pas condamnés à enregistrer les diktats du parti».

A vrai dire, un autre fait très surprenant, au point d'étonner le monde, résultait de la première jour-

née de vote: celui d'une URSS très divisée. Car, si le parti de Gorbatchev a perdu alors bien des voix, il en est de même de ses adversaires. Mais, de toute manière, s'exprimeront aussi largement les populations non russes, d'ailleurs si différentes les unes des autres. Et c'est bien la diversité inattendue de ces populations qui a caractérisé les dernières élections, celles d'électeurs aux opinions multiples. D'où, tout compte fait, des attitudes variées sur le plan humain et national. Mais on a bien l'impression à l'Ouest que, compte tenu de la nature des milieux sociaux et politiques soviétiques, une aspiration générale à une certaine liberté de pensée et d'expression, voire d'action, se développe actuellement en Union soviétique. Est-ce là la conséquence du comportement exceptionnel de Gorbatchev? L'avenir seul nous le dira. Dans l'immédiat cependant, nous devons saluer certains comportements du chef soviétique. Mais il y a aussi l'action pratiquée par lui en Géorgie, où la situation est devenue d'une gravité telle qu'elle a obligé Chevarnadze à annuler sa visite à Bonn...

Quelles conclusions tirerons-nous de notre exposé? D'abord la constatation d'une amélioration sensible des relations franco-allemandes, déjà amorcée par de Gaulle et Adenauer. Mais également celle des rapports Est-Ouest, favorisée par le nouveau chef soviétique, partisan, semble-t-il, d'un monde meilleur. Et l'exposé de Gorbatchev à l'ONU a vraiment

annoncé un univers nouveau, avec l'obligation pour les pays riches, d'aider les pays pauvres. En outre s'est manifesté le grand désir soviétique d'une grande coopération avec l'Ouest. Et les Européens se rendant en URSS y constatent la profonde volonté en ce sens des personnalités soviétiques.

Mais quelles sont les possibilités réelles du chef soviétique? Aux dernières élections il n'a pas obtenu le nombre de voix espéré. Mais il en est de même pour ses concurrents de l'ancienne équipe de direction. En fait, les opinions en URSS se sont largement diversifiées et se multiplient. Mais le grand problème posé au chef soviétique est celui des populations non russes, d'ailleurs si différentes les unes des autres. A ce sujet il faut noter l'immense manifestation de Riga, capitale de la Lettonie, où 10 000 par-

tisans du «Front populaire» ont conquis, pendant des heures, l'«occupant russe». Puis une autre manifestation a défilé pour le maintien du russe comme langue d'Etat. Il y a eu aussi des manifestations en Estonie et en Lituanie. En fait, bien des changements sont réclamés dans l'URSS de Gorbatchev, où semble s'annoncer un devenir nouveau, encore incertain. Le chef soviétique n'a pas encore résolu le problème si difficile d'assurer aux hommes de son pays un bien-être comparable à celui de l'Ouest. C'est donc une immense tâche qui lui incombe, pour laquelle les moyens actuels de l'URSS sont dans l'immédiat encore insuffisants. Et c'est peut-être là que devra s'appliquer l'effort intérieur et national de la Russie sous Gorbatchev.

F.-Th. S.

*ce qui est bien*  
**tout pour le bureau**  
**baumann - jeanneret**  
architecture d'intérieur administratif - décoration  
fournitures - systèmes - machines - meubles

Genève 8, Arquebuse  
Tél. 022/21 52 22

Lausanne 1, avenue Tissot  
Tél. 021/20 30 01